Échange de lettres entre Morgan Phillips et Leslie Hale (21-22 avril 1948)

Légende: Les lettres que s'échangent les 21 et 22 avril 1948 Morgan Phillips, secrétaire du Parti travailliste britannique, et le député travailliste Leslie Hale mettent en lumière les tensions qui traversent le Labour au sujet de la participation au congrès de l'Europe de La Haye.

Source: The Library of the London School of Economics and Political Science - Archives and Rare Books, London, 10 Portugal Street, WC2A 2HD. http://www.lse.ac.uk/library/archive/Default.htm, Ronald William Gordon Mackay papers. European papers and correspondence 1947-1950, MACKAY/5/1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/echange_de_lettres_entre_morgan_phillips_et_leslie_hale_21_22_avril_1948-fr-e3f49d9a-976b-48b5-9d6e-f0f287d13ef5.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Échange de lettres entre Morgan Phillips et Leslie Hale (21et 22 avril 1948)

Parti travailliste
Transport House, Smith Square,
S.W.I.

21 avril 1948

Cher Leslie Hale,

J'ai appris que l'attitude du comité exécutif national à l'égard des membres du parti travailliste qui participent au congrès de la Haye a été présentée sous un faux jour. Je dois donc vous rappeler que le comité exécutif national est vivement opposé à la participation des membres au congrès de la Haye, que ce soit à titre personnel ou en tant que représentants d'une organisation. Le comité exécutif national est inconditionnellement opposé à toute action susceptible de paraître associer le prestige du parti de la majorité au pouvoir en Grande-Bretagne, même indirectement, à une organisation destinée à servir les intérêts du parti conservateur britannique.

Je n'ai pas besoin d'insister sur le fait que le parti travailliste est fermement attaché à l'idée de l'unité européenne. Le mois dernier, nous avons pris l'initiative de réunir les partis socialistes de tous les pays participant au Programme de relèvement européen, afin de coordonner une approche socialiste commune du problème. La résolution approuvée à l'unanimité par cette conférence le 22 mars 1948, comportait la déclaration suivante:

«L'idéal de l'unité européenne ne peut être préservé de la corruption par des politiciens réactionnaires que si les socialistes se placent eux-mêmes à la tête du mouvement en faveur de sa réalisation.

En outre, tous les partis socialistes présents ont déclaré qu'ils ne participeraient pas au congrès de la Haye et qu'ils décourageraient leurs membres d'y assister à titre personnel.

Nous ne sommes pas un parti de coalition. Nous pensons, en tant que responsables du plus puissant gouvernement socialiste d'Europe, que nous avons un devoir particulier envers nos collègues socialistes du continent, le devoir de préserver une initiative continue à travers les négociations complexes d'où est en train de naître l'unité européenne. L'association de membres de notre propre parti avec des éléments antisocialistes dans notre pays ou à l'étranger mettra gravement en péril l'accomplissement de ce devoir.

J'espère donc que vous reviendrez sur votre intention annoncée d'assister au congrès de la Haye et je serais heureux d'être tenu au courant de votre décision.

Meilleures salutations,

MORGAN PHILLIPS (signature)
SECRÉTAIRE

***

De la part de:- C. Leslie Hale, membre du Parlement

22 avril 1948

Mon cher Morgan,

Avant de discuter de votre lettre officielle du 21 avril avec mes collègues, je me suis dit que je devais vous écrire pour répondre à votre lettre personnelle et vous dire combien elle m'a surpris.

Deux choses me chagrinent immédiatement dans cette lettre. La première concerne le moment où elle a été envoyée. Je n'entrerai pas dans tous les détails de cette note personnelle, mais cela fait des mois que nous avons exprimé clairement notre intention de participer au congrès de La Haye, et aucune interdiction, quelle qu'elle soit, n'a été évoquée.

La déclaration d'origine, si je m'en souviens bien, et je vous réponds directement sans consulter les documents, était que les membres du parti seraient découragés de se rendre au congrès.. C'est le mot que vous utilisez dans votre lettre, et pour moi, «décourager» signifie «ne pas encourager».

Par la suite, il a été dit que les membres étaient libres d'y aller à titre personnel, à condition qu'ils n'y aillent pas en tant que représentants du parti travailliste parlementaire.

Durant toute cette période, nous étions nombreux à rester en contact avec vous personnellement, nous avons parlé librement de la question avec des membres du Cabinet, et, comme l'implique votre lettre, j'en ai discuté moi-même avec le président en exercice de l'exécutif, qui a déclaré très clairement que c'était bien là la position qui avait été adoptée, que nous étions entièrement libres d'y aller à titre personnel, et c'est seulement après m'être entretenu avec lui que j'ai annoncé publiquement à mes collaborateurs et à mes électeurs ma décision définitive d'y aller.

Qui plus est, comme vous le savez, il y a deux groupes parlementaires qui travaillent sur l'unité européenne, le groupe du parti travailliste, qui a toujours été ouvert à tous les membres du parti travailliste, et le groupe de tous les partis, qui est ouvert à tous les membres de la Chambre. Tous deux ont attiré beaucoup de monde.

La question d'aller à la Haye a été soulevée au groupe du parti travailliste qui a voté en sa faveur, malgré une certaine opposition. Je ne me souviens plus des chiffres, je crois qu'il s'agissait d'une majorité substantielle, mais c'est moi qui ai certainement insisté le plus pour que nous y allions.

D'après mes souvenirs, le groupe de tous les partis a par la suite voté pour lors d'une réunion à laquelle assistaient de nombreux députés, le seul à marquer son désaccord étant Sir Waldron Smithers.

Ces deux réunions ont été convoquées par les chefs de file des groupes parlementaires, y compris le *whip* travailliste officiel, et, je l'ai déjà dit, ont réuni une assistance nombreuse; et, comme vous le savez, ces groupes se sont mis d'accord sur une motion de tous les partis, qui à mon avis expose clairement les arguments socialistes, et qui a été signée par quelque 190 membres de la Chambre.

Dans ces conditions, je suis profondément inquiet du fait qu'une action dont l'exécutif doit avoir eu connaissance depuis de nombreuses semaines fasse maintenant l'objet de ce qui semble s'apparenter de très près à une interdiction officielle, alors que toutes les dispositions ont été prises, que des engagements ont été donnés, que des annonces ont été faites à nos électeurs et que toute la question a été discutée de façon libre et franche avec les membres de l'exécutif et les membres du Cabinet.

Je ne veux pas tenter dans la présente lettre de discuter du bien-fondé de la question. J'ai été convaincu dès le départ que le congrès de la Haye serait présenté dans la presse comme une conférence de tous les partis, même si les socialistes étaient peu nombreux à y participer, et qu'il serait bien plus sage que nous tentions d'en faire une conférence des socialistes, et, comme je l'ai dit, la discussion portera indubitablement sur notre motion de tous les partis, qui, à mon avis, est une motion socialiste et qui, je pense, sera adoptée.

L’autre point du vue, qui est défendu tout aussi honnêtement, je le sais, est que nous sommes menés en bateau par les Tories, qui s’efforcent d’en tirer un profit politique, et nous avons fait tous les efforts possibles durant ces quelques semaines pour que les partis socialistes d’Europe soient largement représentés dans exactement les mêmes conditions, à savoir à titre personnel et non en tant que délégations officielles de leurs parlements respectifs, et je suis très inquiet parce que dans ces discussions, j’ai moi-même présenté ce point de vue comme étant l’attitude officielle de l’exécutif travailliste.

Vous vous souviendrez également qu’avant le début de ces discussions, le 23 janvier 1948, (cf. colonne 16 du Hansard), M. Churchill et M. Delargy ont demandé au Premier ministre de dire un mot sur le comité de tous les partis pour l’Europe unie. Le Premier ministre a déclaré: «J’ai déjà dit que nous nous félicitons du soutien le plus total à l’idée d’une Europe unie; en ce qui concerne des organisations particulières, il n’appartient pas au gouvernement de se prononcer à leur sujet, mais nous y avons toujours été favorables et nous les avons toujours soutenues. Il s’agit ici d’une organisation volontaire visant à faire la propagande de certaines idées.»

M. Churchill: «Avec le plus grand respect, tout ce que je demande, c’est que le gouvernement laisse à chacun la liberté de faire ce qu’il juge approprié.»

Le Premier ministre: «Il ne s’agit vraiment pas d’une question sur laquelle le gouvernement peut se prononcer. Chacun est libre de participer à l’organisation.»

Il n’y a pas eu de complot secret. Tout s’est déroulé librement, franchement et ouvertement, au vu et au su de toutes les personnes concernées.

Je suis bien conscient qu’il est possible qu’à première vue j’aie mal interprété votre lettre et que je lui accorde une importance erronée, que vous ne faites que nous adresser une demande formelle pour réexaminer la question, mais que vous ne tentez pas d’imposer une interdiction. J’espère que c’est bien le cas.

Je vous écris seulement en mon nom propre, mais les quelque quarante députés qui ont pris toutes les dispositions pour aller à la Haye représentent les partisans les plus loyaux et les plus actifs du gouvernement.

Si moi-même je me trouve devant la décision d’avoir à déclarer à mes électeurs que j’ai renoncé à la décision que j’avais annoncée publiquement et que j’avais annoncée comme un pas important vers la paix mondiale, et si nous sommes obligés de laisser M. Churchill aller à la Haye et montrer deux ou trois cents chaises vides, et si, bien que les socialistes européens aient annoncé publiquement leur intention de coopérer, ils ont abandonné leur idéalisme en réponse au *whip*, je verrais là effectivement une catastrophe politique majeure, et , si je puis m’exprimer spontanément, sans avoir consulté mes collègues, je ne pense pas que ce soit là une décision que je puisse prendre. Je préférerais renoncer à mon siège et rester un membre loyal du parti travailliste en dehors de la Chambre.

J’ai mis la mention «personnel» sur cette lettre, tout comme la vôtre portait la mention «personnel», mais je veux seulement dire par là que je n’utiliserai pas la lettre que vous m’avez adressée à moins que vous ne m’y autorisiez, et si vous jugez souhaitable, pour éclaircir la question, d’utiliser ma lettre, vous êtes libre de le faire, mais je préférerais vous écrire plus formellement lorsque j’aurai eu le temps de réfléchir.

J’espère cependant que cette lettre vous aidera à éclaircir la situation de manière à éviter quelques difficultés majeures qui pourraient survenir si nous l’avions mal interprétée.

Meilleures salutations,